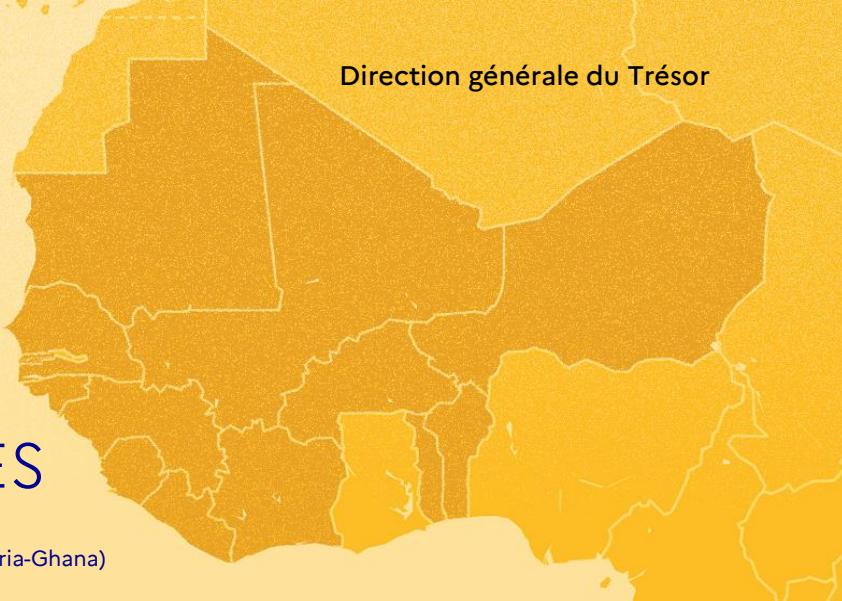




BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)



N°614 – 23 janvier 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Publication du *Global Economic Prospects* de la Banque mondiale

La Banque mondiale [a publié](#) son rapport biannuel Global Economic Prospects, qui anticipe un raffermissement de la croissance en Afrique subsaharienne à 4,3 % en 2026, soutenu par la poursuite de réformes dans plusieurs grandes économies, une dynamique d'investissement domestique solide et la détente progressive de l'inflation. Dans de nombreux pays, l'amélioration de l'activité s'accompagne toutefois d'efforts de consolidation budgétaire, dans un contexte de réduction de l'aide publique au développement, de niveaux élevés d'endettement et de charges de service de la dette accrues. Malgré l'amélioration des perspectives, les gains de revenu par habitant demeureront insuffisants pour entraîner des avancées significatives en matière de réduction de l'extrême pauvreté et de création d'emplois. Les perspectives restent soumises à des risques baissiers, en lien notamment avec un affaiblissement de la demande extérieure, un repli des prix des matières premières, une instabilité politique régionale accrue et la persistance des conflits. Au sein de l'UEMOA, la croissance serait robuste mais en léger ralentissement, à 5,8 % en 2026, après 6,1 % en 2025.

Le chiffre à retenir

850 M USD

Montant global levé par le Bénin à travers deux opérations sur le marché international, dont un Sukuk de 500 M USD

La BAfD lève 1 Md USD sur 10 ans à coupon fixe de 4,125 %

La Banque africaine de développement (BAfD) [a levé](#) avec succès 1 Md USD le 14 janvier 2026 via une obligation à 10 ans sur le marché international, avec un coupon fixe de 4,125 %, marquant sa première émission de référence en dollars US de l'année et sa deuxième sur cette maturité après celle de juin 2025. L'opération a suscité un carnet d'ordre record de 6,4 Md USD, le plus important jamais enregistré par la BAfD pour une tranche unique, permettant un resserrement du prix de 4 pdb par rapport aux indications initiales et un spread final de 7,8 pdb au-dessus des bons du Trésor américains, soit 4 pdb de mieux que l'émission comparable de 2025. La base des investisseurs était dominée par les banques centrales et institutions officielles (51 %), devant les gestionnaires d'actifs (23,2 %) et les banques commerciales (20,9 %).



Bénin

Le pays lève avec succès un montant de 850 M USD sur le marché international

Selon un [communiqué](#) publié le 22 janvier 2026, le Bénin a levé avec succès un montant global 850 M USD à travers deux opérations sur le marché international : l'émission d'un Sukuk de 500 M USD sur une maturité de 7 ans et (ii) la réouverture de son Eurobond arrivant à échéance en 2038, pour un montant additionnel de 350 M USD. Ces deux opérations affichent respectivement des coupons en Euros de 4,92 % et de 6,19%, grâce à des opérations concomitantes de couverture de change Dollar-Euro portant sur l'intégralité des montants émis. Le Bénin devient ainsi le premier pays d'Afrique à émettre un Sukuk international, mais également à réaliser une émission sur le marché international en 2026. L'opération a suscité un fort intérêt de la part des investisseurs internationaux, qui s'est traduit par un livre d'ordres culminant à plus de 7 Md USD, soit une souscription supérieure à 8 fois le montant émis, émanant d'investisseurs basés en Europe, aux Etats-Unis, en Asie et du Moyen-Orient, dont une part significative de nouveaux investisseurs des pays du Golfe.

Fitch améliore la perspective de la note du pays à positive

Le 16 janvier 2026, l'agence de notation [Fitch Ratings](#) a maintenu la note à long terme en devises du Bénin à "B+" et relevé la perspective de la note de "stable" à "positive". Cette amélioration se base principalement sur (i) des perspectives de croissance économique solides pour le pays, supérieure à 6,5% en 2026-2027, (ii) l'engagement des autorités en faveur d'une politique budgétaire prudente caractérisée par un déficit budgétaire proche de 3 % du PIB et (iii) une baisse anticipée du ratio dette publique / PIB sur le moyen terme (49,8% en 2027 contre 51,8 % en 2025). Toutefois, selon l'agence,

l'économie béninoise reste confrontée à des faiblesses structurelles, notamment un PIB par habitant relativement faible et un niveau d'informalité élevé.

Burkina Faso

La mine d'Essakane a produit 12,1 tonnes d'or en 2025

La société minière canadienne IAMGOLD [a annoncé](#) une production de 427 200 onces d'or (12,1 tonnes) en 2025 à la mine d'Essakane, la plus grande mine du Burkina Faso, en recul par rapport aux 454 000 onces (12,9 tonnes) produites en [2024](#). Au 4^e trimestre, la mine a généré 138 100 onces (3,9 tonnes). Pour 2026, IAMGOLD anticipe une production comprise entre 400 000 et 440 000 onces (11,3 à 12,5 tonnes) tandis que les investissements de maintien atteindraient environ 165 M USD, reflétant notamment des travaux de découverte et le remplacement d'équipements, dans un contexte de prolongation de la durée de vie de la mine jusqu'en 2029.

West African Resources produit 8,5 tonnes d'or en 2025 à Sanbrado et Kiaka

La société minière australienne West African Resources [a annoncé](#) une production totale de 300 383 onces d'or (8,5 tonnes) au Burkina Faso en 2025, provenant de ses deux sites en production, Sanbrado et Kiaka. La mine de Sanbrado a généré 205 228 onces d'or (5,8 tonnes), tandis que celle de Kiaka, entrée en production en juin 2025, a contribué pour 95 155 onces (2,7 tonnes), dont 62 287 onces (1,8 tonne) au seul 4^e trimestre. En outre, les ventes annuelles ont porté sur 280 065 onces d'or (7,9 tonnes), à un prix moyen de 3 525 USD l'once, le 4^e trimestre ayant enregistré un prix record de 4 058 USD l'once. L'entreprise souligne que la hausse de la production à Kiaka et la



performance stable de Sanbrado ont permis d'atteindre ses objectifs annuels.

Côte d'Ivoire

Eni cède 10 % du projet Baleine à SOCAR

Le 22 janvier 2026, le groupe italien Eni [a signé](#) un accord contraignant avec SOCAR, la société pétrolière nationale d'Azerbaïdjan, pour la cession de 10 % de ses parts dans le projet offshore Baleine, situé en Côte d'Ivoire. Cette opération s'inscrit dans le cadre de sa stratégie d' "exploration dual", qui consiste à optimiser son portefeuille amont en accélérant la valorisation des découvertes par la cession de participations, tout en maintenant le contrôle opérationnel des gisements. En 2025, Eni avait ainsi cédé 30 % de ses parts à Vitol, un négociant suisse spécialisé dans les matières premières, tandis que la société publique ivoirienne Petroci conserve 22,75 % du capital. Pour rappel, le projet offshore Baleine, découvert en 2021, produit actuellement plus de 62 000 barils de pétrole et plus de 75 M de pieds cubes de gaz par jour. Avec le lancement de la phase 3, la production devrait atteindre une production de 150 000 barils et 200 M de pieds cubes de gaz par jour.

Mise en service d'une centrale solaire à Boundiali

La Côte d'Ivoire [a mis](#) récemment en service une centrale solaire photovoltaïque de 83,5 MW à Boundiali, dans le nord du pays. Implantée sur 78 ha et équipée de 147 504 panneaux, l'infrastructure est la plus grande centrale solaire jamais réalisée dans le pays et est directement connectée au réseau national. Le projet permettra d'alimenter l'équivalent de 430 000 ménages. Il contribuera à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à la sécurisation de l'approvisionnement électrique, notamment dans les zones rurales. Cette mise

en service s'inscrit dans une dynamique plus large : selon le communiqué, le taux d'électrification des localités est passé de 33,1 % en 2011 à 95,67 % en juin 2025, tandis que le nombre de ménages abonnés à l'électricité a été multiplié par plus de quatre sur la période pour s'établir à environ 4,6 M.

Fortuna annonce l'augmentation de 31 % des réserves d'or à Séguéla

Le 20 janvier 2026, le groupe canadien Fortuna Mining Corporation [a annoncé](#) l'actualisation des données concernant la mine de Séguéla, indiquant une hausse de 31 % des réserves minérales qui atteignent désormais 1,5 M onces (43,7 tonnes) d'or, en raison de l'intégration de 401 000 onces (11,4 tonnes) d'or issues de l'exploitation souterraine du gisement souterrain Sunbird. De ce fait, le niveau des réserves permettrait d'assurer plus de 9 ans de production au rythme actuel. Enfin, le groupe canadien a annoncé la progression des études en vue d'une augmentation de ses capacités de production.

Gambie

Banjul accueille la 7^e édition des Financial Afrik Awards

La Gambie [accueille](#), les 22 et 23 janvier 2026, la 7^e édition des Financial Afrik Awards. Placée sous le thème "Les partenariats public-privé comme alternative à l'endettement public", cette édition réunira des décideurs politiques, des dirigeants d'institutions financières, des investisseurs et des leaders économiques afin d'échanger autour de modèles innovants de financement et de coopération au service du développement du continent. Les travaux mettront également en avant l'initiative "Invest in The Gambia", à travers la présentation d'opportunités d'investissement, de projets structurants et de partenariats public-privé prêts à être déployés. Un volet stratégique



dédié aux relations Afrique – Monde arabe sera au cœur des échanges. Une table ronde de haut niveau réunira des personnalités clés des secteurs de la finance, de l'énergie, des infrastructures et de la finance climatique.

Libéria

9 M EUR de la France pour la protection du paysage forestier Wonegizi-Wologizi

Le Libéria [a officiellement lancé](#) l'initiative Wonegizi-Wologizi pour des écosystèmes durables (WISE), un programme de 9 M EUR [financé](#) par la France via l'Agence française de développement (AFD) et déployé sur cinq ans dans le comté de Lofa. Couvrant environ 130 000 ha de forêts de Haute-Guinée, l'un des derniers grands réservoirs de biodiversité du pays, le programme combine conservation de la biodiversité, sécurisation des droits fonciers, amélioration des moyens de subsistance et mécanismes de financement carbone REDD+. Il devrait bénéficier à près de 34 000 personnes réparties dans 42 communautés, avec un appui ciblé à plus de 1 500 exploitations agricoles familiales. L'initiative soutient la création et la gestion des aires protégées de Wonegizi et Wologizi, la restauration de corridors écologiques et le renforcement de la gouvernance forestière, contribuant aux objectifs nationaux de réduction de la déforestation de 50 % et d'extension des aires protégées à 1,5 M d'hectares d'ici 2030.

Lancement du Plan directeur de l'aviation civile 2025–2045

L'Autorité de l'aviation civile du Libéria [a dévoilé](#) son Plan directeur de l'aviation civile 2025–2045, visant à moderniser et transformer le secteur aérien du pays. Le plan repose sur trois piliers : (i) renforcer la sécurité aérienne, (ii) moderniser les infrastructures et (iii) développer les capacités techniques locales via des formations spécialisées et des partenariats

internationaux. Il met également l'accent sur la connectivité aérienne et la durabilité environnementale, avec l'objectif de stimuler le commerce et le tourisme, et de positionner le Libéria comme un acteur compétitif sur le marché mondial.

Mali

Production industrielle d'or en baisse de 22,9 % en 2025

Selon les données provisoires du ministère malien des Mines relayées par [Reuters](#), la production industrielle d'or du Mali aurait reculé de 22,9 % en 2025 pour s'établir à 42,2 tonnes, contre 54,8 tonnes en 2024 et un pic de 66,5 tonnes en 2023. Cette contraction s'explique principalement par la suspension prolongée des activités du complexe aurifère de Loulo-Gounkoto, opéré par le groupe canadien Barrick Mining, dans le contexte d'un différend lié à l'application du nouveau code minier adopté en 2023, visant à accroître la part de valeur captée par l'État. Placé sous administration provisoire avant un accord conclu fin 2025, le site n'a produit que 5,5 tonnes en 2025, contre 22,5 tonnes un an plus tôt. En 2025, B2Gold est devenu le 1^{er} producteur d'or industriel du pays avec 17,5 tonnes, devant Allied Gold (9,6 tonnes) et Barrick. La production artisanale serait restée stable à 6 tonnes, portant la production totale nationale à 48,2 tonnes, soit 22,7 % en deçà de l'objectif initial de 54 tonnes fixé par les autorités. Cette contraction intervient alors que le secteur extractif, largement dominé par l'or, constitue un pilier de l'économie malienne, représentant 76,5 % des exportations, 34,8 % des recettes publiques et 9,2 % du PIB en 2022 selon [le rapport ITIE-Mali](#).



Niger

Lancement d'un placement privé pour financer le projet d'uranium Dasa

La société canadienne Global Atomic [a annoncé](#) le lancement d'un placement privé visant à lever près de 50 M CAD (30,9 M EUR) afin de continuer à financer l'avancement de son projet d'uranium Dasa, situé dans le nord du Niger. Les fonds serviront principalement à couvrir le financement du besoin en fonds de roulement, ainsi à couvrir les coûts de développement du projet, dont l'investissement initial est estimé à 363,7 M USD selon l'étude de faisabilité publiée en 2024, dans l'attente d'un éventuel financement complémentaire.

Sénégal

Progression de 12 % des recettes mobilisées par la DGI en 2025

En 2025, la Direction générale des impôts et domaines (DGID) [a mobilisé](#) un montant de 2 915 Md FCFA (4,4 Md EUR), soit une hausse de 12 % par rapport à 2024. Selon le communiqué, les recouvrements de la DGID ont contribué à hauteur de 65% aux recettes totales de l'Etat en 2025. Cette performance s'explique notamment par le renforcement des mécanismes de recouvrement, ayant entraîné une progression à la fois des impôts directs (+9,6%) et des impôts indirects (+14,5%). Dans le détail, l'impôt sur les sociétés et les impôts sur les revenus ont enregistré une progression de 8%, la TVA intérieure a bondi de 20%, tandis que les recettes domaniales ont affiché une hausse de 68,1%. Ces résultats s'inscrivent dans un contexte de mise en œuvre du Plan de redressement économique et social (PRES), en vigueur depuis août dernier, et de réforme du Code général des impôts visant à renforcer la mobilisation de ressources intérieures.

Les réunions préparatoires de la conférence des Nations Unis sur l'eau à Dakar les 26 et 27 janvier

Le Sénégal coorganisera avec les Emirats Arabes Unis la [Conférence des Nations Unis sur l'eau 2026](#) qui se tiendra à Abu Dhabi du 2 au 4 décembre. Elle vise à renforcer la volonté politique, les investissements et l'innovation et à améliorer la gouvernance mondiale de l'eau. Une réunion préparatoire de haut niveau se tiendra à [Dakar les 26 et 27 janvier](#) au Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAF) les 26 et 27 janvier. Cette séquence permettra de nourrir six dialogues autour de l'eau pour les populations, l'eau pour la prospérité, l'eau pour la planète, l'eau pour la coopération, l'eau dans les processus multilatéraux, les investissements pour l'eau. A cette occasion la ministre déléguée au partenariats internationaux, Eléonore Caroit et l'ambassadrice pour l'environnement Barbara Pompili seront présentes.

Sierra Leone

Publication d'un rapport diagnostic de gouvernance par le FMI

Le FMI [a publié](#) un rapport diagnostic sur la gouvernance et la corruption en Sierra Leone mettant en évidence une corruption persistante et des faiblesses institutionnelles structurelles, susceptibles de freiner la croissance, l'investissement et la mobilisation des recettes. Réalisé dans le cadre du programme soutenu par une Facilité élargie de crédit de 187 M USD, le rapport souligne en particulier les faiblesses en matière de gestion des finances publiques, de gouvernance fiscale et de transparence. Le FMI pointe également les vulnérabilités du secteur financier, la faiblesse de l'Etat de droit, les pertes des entreprises publiques et l'ineffectivité des mécanismes de lutte contre le blanchiment et la corruption. Il recommande une feuille de route de réformes



séquencées visant à renforcer la gouvernance budgétaire, l'indépendance des institutions de contrôle, la supervision bancaire, la transparence dans les secteurs à risque et l'intégrité du système judiciaire, conditionnant une amélioration durable de la stabilité macroéconomique et de la confiance des investisseurs.

Togo

La dette publique atteint 64,4 % du PIB au 3^e trimestre 2025

Selon le [bulletin statistique de la dette publique au 30 septembre 2025](#), la dette de l'administration centrale a atteint 4 249,7 Mds FCFA (6,5 Md EUR), en hausse de 4,4 % en glissement annuel (g.a). Elle représente 64,4 % du PIB, contre 67,18 % en [septembre 2024](#). Elle est composée à 45,7 % de dette extérieure contre 54,3 % pour la dette intérieure. La dette extérieure est principalement détenue par les créanciers multilatéraux (61,4 %), suivie des banques commerciales (34,4 %) et des créanciers bilatéraux (4,2 %) tandis que la dette intérieure est essentiellement composée de titres publics.



Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtrésor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)